

important pour les émigrés d'Afrique, même pour ceux qui ne parlent pas couramment l'anglais, comme c'est le cas des Sénégalais qui ont émigré à New York tout en étant francophones. Les réseaux sociaux sont essentiels pour les émigrés, les échanges avec leurs proches les aidant à s'adapter de manière graduelle – c'est le cas par exemple des ressortissants d'Amérique latine, hispanophones qui ont souvent au début un anglais rudimentaire. Les réseaux qui existent dans les pays d'immigration sont des facteurs clés pour ce qui est de l'importance de la migration et des secteurs où vont travailler les futurs migrants⁽²⁾.

Fuite des cerveaux africains aux États-Unis

J'ai signalé ailleurs que les premiers immigrants africains aux États-Unis étaient pour la plupart des étudiants venus chercher un accès à l'enseignement supérieur. L'enseignement, dans de nombreux pays africains, particulièrement pendant la période coloniale, était de mauvaise qualité, et l'enseignement supérieur était généralement réservé aux enfants des colonisateurs. Seuls de rares Africains particulièrement brillants bénéficiaient d'aides leur permettant de suivre des études dans des universités étrangères. La tradition qui pousse les Africains hautement qualifiés à émigrer vers les États-Unis s'est perpétuée. De tous les groupes de migrants étrangers aux États-Unis, hormis ceux originaires d'Asie du Sud-Est, les Africains représentent le groupe le plus diplômé – beaucoup ont au moins un titre universitaire. Ils ont davantage d'années de scolarité que la population américaine d'origine, particulièrement par rapport aux groupes minoritaires américains. Pendant longtemps, l'accès à l'enseignement supérieur était la principale motivation conduisant à entreprendre ce long voyage vers les États-Unis mais, plus récemment, des motifs purement économiques ou liés à la répression politique sont devenus pour les Africains les principales raisons de venir aux États-Unis.

Le fait que les Africains qui ont migré, en particulier aux États-Unis, tendent à avoir un haut niveau d'instruction alimente le débat sur la "fuite des cerveaux". L'argument selon lequel beaucoup de ceux qui sont aux États-Unis retourneraient un jour dans leur pays, qu'ils contribueraient ainsi à son développement économique et que cette fuite des cerveaux serait plus utile à l'Afrique qu'aux États-Unis a souvent été mis en avant par les émigrés instruits, considérés comme des "cerveaux en fuite". La question cruciale – qui doit inciter à reconsidérer cet argument – est pourtant de savoir si ces cerveaux en fuite ont des chances d'accéder dans leur pays à des fonctions en rapport avec leur qualification et de contribuer à son développement économique, ou si leurs compétences risquent de rester inutilisées. Pour échapper à une telle

situation, source de frustrations considérables, bon nombre d'émigrés ont rationalisé le fait qu'ils préfèrent rester aux États-Unis, au risque de voir, là aussi, leurs compétences sous-utilisées, plutôt que de retourner dans leur pays, dans lequel ils craignent d'être sans emploi, voire jetés en prison et réduits au silence.

De la “fuite” à la “perte” des cerveaux

La notion de “perte des cerveaux”, largement développée à l'heure actuelle, repose sur l'idée que des travailleurs hautement qualifiés généreraient des externalités positives pour la société, et que celles-ci seraient perdues lorsqu'ils émigrent. Ce point de vue s'exprime au niveau microsociologique mais aussi sur le plan macrosociologique. Au niveau microsociologique, les proches vont imaginer ce que leur frère, leur sœur, leur ami ou leur collègue instruit aurait pu faire pour eux une fois revenu au pays. Dans des économies régies par le népotisme et le tribalisme, une telle attente n'a rien de surprenant. Les émigrés recevront par exemple des mails de leurs proches leur demandant d'intervenir en leur faveur lorsqu'ils postulent pour un emploi. Ils supposent que, puisque l'émigré est instruit, et qu'il (ou elle) est à l'étranger, il est en mesure de les aider. Cela ne se vérifie pas toujours, surtout si l'émigré n'a pas été dans son pays depuis longtemps et n'a pas gardé ou renouvelé ses anciens réseaux sociaux. Au niveau du village, les locaux vont imaginer comment le fils de leur propre village pourrait développer des infrastructures publiques (hôpitaux, écoles...) grâce à l'influence qu'ils imaginent qu'il ou elle pourrait avoir une fois revenu dans son pays d'origine.

Au niveau macrosociologique, les plus hauts représentants de l'État vont tenir des discours dans lesquels ils expliquent qu'ils ont besoin que tous les fils et filles du pays qui sont partis à l'étranger reviennent dans leur pays pour participer à la “construction de la nation”, comme l'a fait l'actuel président du Kenya lorsqu'il a été élu à la fin de l'année 2002. La question est de savoir si de tels discours sont sincères, si des programmes sont mis en place pour favoriser le retour des émigrés et si les problèmes liés aux relations de travail entre ceux qui voudraient revenir et ceux qui travaillent déjà reçoivent toute l'attention nécessaire. Avec le chômage qui touche la plupart des pays africains, il peut y avoir des tensions entre ceux qui sont revenus et ceux qui sont restés au pays. De la même façon, lorsque certains ont voulu, à leur retour, se lancer en politique, ceux qui étaient restés ont pu les accuser d'être partis quand le pays était politiquement hostile et de n'être revenus que pour voler ce qu'ils n'avaient pas semé... L'appel des leaders africains pour le retour des Africains de la diaspora relève souvent plus du discours que des actes – *more talk than walk*... Selon

Richard B. Freeman⁽³⁾, il n'est pas certain que *"l'appel des leaders africains du Nigeria, d'Algérie, d'Ouganda, du Sénégal, du Mozambique, du Botswana et d'Afrique du Sud"* doive être pris au sérieux quand ils évoquent la fuite des cerveaux africains. En ce qui concerne Yoweri Kaguta Museveni, le président ougandais, on peut en douter. Ainsi, le docteur Besigye, originaire d'Ouganda, a été arrêté moins d'un mois après son retour d'Afrique du Sud⁽⁴⁾ ; une telle mésaventure risque fort d'inciter d'autres d'Ougandais qualifiés à rester loin de leur pays. Dans une conférence tenue à Nairobi en décembre 2004⁽⁵⁾, des Africains de la diaspora ont démontré, preuves à l'appui, qu'ils *"ne manquaient à personne au niveau macro"*. Les intervenants ont souligné qu'ils étaient perçus comme une menace quand ils revenaient dans leur pays d'origine et ce, même dans des situations où ils souhaitaient partager leurs compétences. Vue sous cet angle, la "fuite" des cerveaux est dans de nombreux pays plus un mythe qu'une réalité. Les leaders les plus sérieux valorisent désormais le rôle de l'Africain de la diaspora, présenté comme un migrant transnational. Des pays comme les Philippines ou l'Inde ont déjà bien avancé sur cette question et leurs gouvernements font tout ce qui est en leur pouvoir pour faciliter l'accès de leurs citoyens à un emploi régulier à l'étranger. Ils favorisent également toutes les mesures structurelles ou juridiques destinées à faciliter le retour de leurs citoyens installés à l'étranger, en particulier en ce qui concerne l'envoi d'argent. Certains pays d'Afrique, comme le Kenya, prennent désormais en compte cette réalité. La nouvelle constitution permet d'avoir une double nationalité, ce qui pourrait permettre aux membres de la diaspora de se déplacer, d'envoyer de l'argent et d'investir plus facilement dans leur pays d'origine, sans avoir à craindre de se voir reprocher des visées politiques ou économiques.

Distribution régionale de la fuite des cerveaux

Une analyse générale de ce phénomène montre de grandes différences dans la distribution régionale de la fuite des cerveaux et de ses dynamiques. Les régions qui comptent le plus de personnes instruites travaillant hors de leur pays sont l'Europe et l'Asie du Sud-Est⁽⁶⁾. Cependant, les taux les plus élevés de migration en proportion du nombre total de personnes instruites dans chaque pays concernent l'Afrique, les Caraïbes et l'Amérique centrale. Le problème n'est pas tant que ce soit seulement les personnes instruites qui partent, mais plutôt que l'Afrique ne soit pas capable de se réapprovisionner autant que l'Europe et l'Asie du Sud-Est après le départ de ses fils et filles instruits. Bien que les travailleurs qualifiés représentent seulement 4 % de la main-d'œuvre en Afrique subsaharienne, ils représentent plus de 40 % de tous les migrants ; près de 20 % de tous les travailleurs qualifiés d'Afrique subsaharienne ont

émigré hors du continent, exception faite de l'Afrique du Sud⁽⁷⁾. En termes relatifs (en proportion de la main-d'œuvre qualifiée), les petits pays sont les plus affectés. Les taux d'émigration excèdent les 80 % dans des petits pays tels que la Guyana, la Jamaïque ou Haïti, par exemple. Ils excèdent les 50 % dans cinq pays africains : 67,5 % au Cap-Vert, 63 % en Gambie, 56,2 % à l'île Maurice, 55,9 % aux Seychelles et 52,5 % au Sierra Leone. D'autres pays en Afrique de l'Est et de l'Ouest sont des fournisseurs importants de migrants instruits et qualifiés, à savoir le Ghana, le Mozambique, le Kenya, l'Angola et la Somalie. *The Economist*⁽⁸⁾ a publié les statistiques suivantes pour les émigrés qualifiés qui ont quitté leur pays : près de 30 % des Ghanéens et des Sierra-Léonais de haut niveau d'éducation vivent à l'étranger ; 12 % de la population mexicaine ayant des diplômes universitaires vit aux États-Unis ; ce taux atteint 30 % pour ceux qui ont un doctorat ; 75 % des Jamaïcains dotés de diplômes universitaires vivent aux États-Unis et, surtout, la moitié de tous les étudiants étrangers qui ont un doctorat sont toujours là cinq ans après ! Si l'on ne considère que les chiffres, on pourrait en conclure qu'il y a réellement une "fuite des cerveaux" – ou *brain drain* – et plaider pour le retour des intéressés dans leurs pays d'origine : cette démarche de retour pourrait constituer alors en regard un "gain des cerveaux" – ou *brain gain*. Cependant, il n'est pas certain que le cerveau qui revient dans son pays représente réellement un gain ; il peut aussi être perdu... Certains immigrés expliquent en effet qu'ils préfèrent conduire un taxi aux États-Unis plutôt que rentrer chez eux et ne pas avoir de travail ; ils craignent non seulement que leurs compétences soient inutilisées mais aussi d'être sans ressources et de rejoindre la masse des citoyens pauvres de leur pays d'origine. Si l'on considère les deux raisons principales pour lesquelles les Africains émigrent, à savoir échapper à l'insécurité politique et économique et assurer de meilleures conditions de vie à leur famille restée au pays, le problème posé par la fuite des cerveaux ne constitue pas un argument valable fait pour inciter les émigrés au retour – à moins que les conditions ne soient réunies pour que ce retour en vaille la peine. ■

Notes

1. Macharia, Kinuthia, "The Truth- Students who have Returned and those Who Won't", in *The East Africa Standard*, 17 février 2003.
2. Taylor, J., "Undocumented Mexico-U.S. Migration and the Returns to Households in Rural Mexico", in *American Journal of Agricultural Economics*, vol. 96, 1987 ; Munshi, Kaivan, "Networks in the Modern Economy : Mexican Migrants in the US Labor Market" in *Quarterly Journal of Economics*, 118 (2), pp. 549-599, 2003.
3. Freeman, Richard B., "People Flows in Globalization", National Bureau of Economic Research (NBER), Working Paper (copie de travail) n° 12315, 2006, Cambridge, MA.
4. Info entendue sur la BBC, le 15 novembre 2005.
5. ABG, 2004.
6. Adams.
7. Adams.
8. *The Economist*, septembre 2002.